



Le nouvel horizon : les villes et territoires acteurs majeurs de la transition vers des sociétés

Cette consolidation de la consistance intellectuelle et de la rigueur méthodologique des réseaux de villes serait peut-être encore secondaire (ou en tout cas optionnelle) si le rôle des villes n'avait pas à ce point changé. Avec les changements en cours, cette rigueur est un devoir. Je défends sans hésiter l'idée que prétendre développer la gouvernance locale sans être impliqué dans de tels réseaux d'échange d'expériences est une hypocrisie. Pourquoi ? Pour le comprendre, il faut revenir une fois encore à l'échec des négociations inter-étatiques, à l'inadaptation des États, à la gestion de la cohérence entre les dimensions écologique, sociale et économique de nos sociétés, cohérence qui est la question centrale de notre temps.

Techniquement, objectivement, les territoires, avec les grandes filières de production, sont les deux grands acteurs pivot de cette transition vers une société durable, dont dépend sinon notre survie, du moins assurément celle de nos petits-enfants. Cela change tout. Voilà un réseau d'acteurs de second ordre, décidés à s'unir pour faire entendre leur voix vis-à-vis des grands, qui découvrent que l'État est déliquéscent, que l'ONU est inefficace et qu'ils se retrouvent en première ligne. Ils sont devenus des acteurs de premier ordre !

Du coup, l'exigence d'un nouveau référentiel pour la gouvernance territoriale devient inséparable d'une autre exigence : le référentiel de la transition vers la société durable. Or, s'il y a un changement systémique, pour reprendre l'expression utilisée à propos de la gouvernance territoriale, c'est bien celui-là. Penser les villes comme des acteurs de second ordre, subordonnés aux États dans la délivrance de services publics de proximité et penser les villes comme des acteurs majeurs d'une transition d'une civilisation à l'autre, ce n'est pas la même chose ! Et ce dont il s'agit aujourd'hui est bien de la seconde question.

À ce moment-là, cela veut dire qu'il faut se construire un agenda commun sur les différentes facettes de la transition, et sur la stratégie elle-même de transition, au sens où j'ai développé la stratégie de changement dans les systèmes complexes : comment on met ensemble les acteurs, comment on en construit les étapes.

Ce qui me frappe personnellement c'est à quel point, Dieu merci, les faits sont en avance sur les réseaux. Dans beaucoup de villes, je n'hésiterais pas à dire que, presque à l'insu quelquefois des dirigeants locaux, des mutations sont en cours. Mais, comme je l'ai dit à propos des changements systémiques, une somme de villes innovatrices ne va pas provoquer à elle seule des changements systémiques si l'on n'a pas en même temps l'effort théorique, l'effort de généralisation et le travail sur la régulation.

Je pourrais joindre à ces conférences une description des dimensions, nombreuses, de cette transition, mais je crois qu'au fil des conférences nous en avons vu beaucoup d'aspects. Il faudrait que les réseaux de villes se disent ensemble : « Je me donne cinq ans, je me donne dix ans, je me donne quinze ans, mais je vais construire mon échange pas à pas sur ces différents volets du changement, et je les engagerai. » Déjà, la Convention des villes européennes, née de villes décidées à aller plus vite et plus loin que l'agenda européen de la transition énergétique se dote d'éléments d'agenda. Nous sommes maintenant dans une phase où techniquement on sait décrire assez précisément cet agenda. Le défi est maintenant son portage politique.

Les villes n'ont pas le choix. Encore une fois, Rio + 20, c'est la remise des clés de la planète aux villes par les États ! Ce n'est rien d'autre. Veulent-elles ramasser les clés de la planète ou faire semblant de ne pas les voir et continuer à se décrire comme des acteurs de second ordre ? C'est le choix historique devant lequel elles sont placées